

Regards croisés
Chapitre ... : Quelle action publique pour l'environnement ?

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quelle action publique pour l'environnement ? <u>Vocabulaire</u> : Pouvoirs publics, Problème public, Mise à l'agenda politique, Conflit, Coopération, Réglementation, Taxation, Marché des quotas d'émission, Subvention à l'innovation verte, Bien commun, Passager clandestin, Inégalités de développement. <u>Rappel de 2de et 1ère</u> : Défaillances des marchés, Biens communs, Externalités, Taxe forfaitaire, Conflit, Coopération, Société civile organisée, Partis politiques.	🔍 <u>Savoir et Comprendre</u> : - Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit. - Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale). 🔍 <u>Connaître et Comprendre</u> : - En prenant l'exemple du changement climatique : ○ connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; ○ comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ; - Comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.

Sensibilisation :



→ 1- Vidéo : Après la Joconde, une toile de Monet aspergée de soupe dans un musée à Lyon - <https://www.youtube.com/watch?v=VNQD90SEAw0>

Q1 Pourquoi les militants écologistes s'en prennent-ils à des œuvres d'art ?
Q2 Quels sont les acteurs concernés par les enjeux environnementaux ?

→ Face aux défaillances de marché, quelles sont les actions publiques efficaces à mettre en œuvre pour l'environnement ?

A. Les questions environnementales comme problème public ?

1) Quels acteurs de la construction des questions environnementales ?

→ Document 2 p.322 Répondre aux questions proposées.

Questions supplémentaires

Q1 A quelles conditions une situation devient-elle un problème public ?

Q2 Donnez des exemples de situation devenue un problème public en matière d'environnement.

2- Qui participe aux négociations pour le climat ?

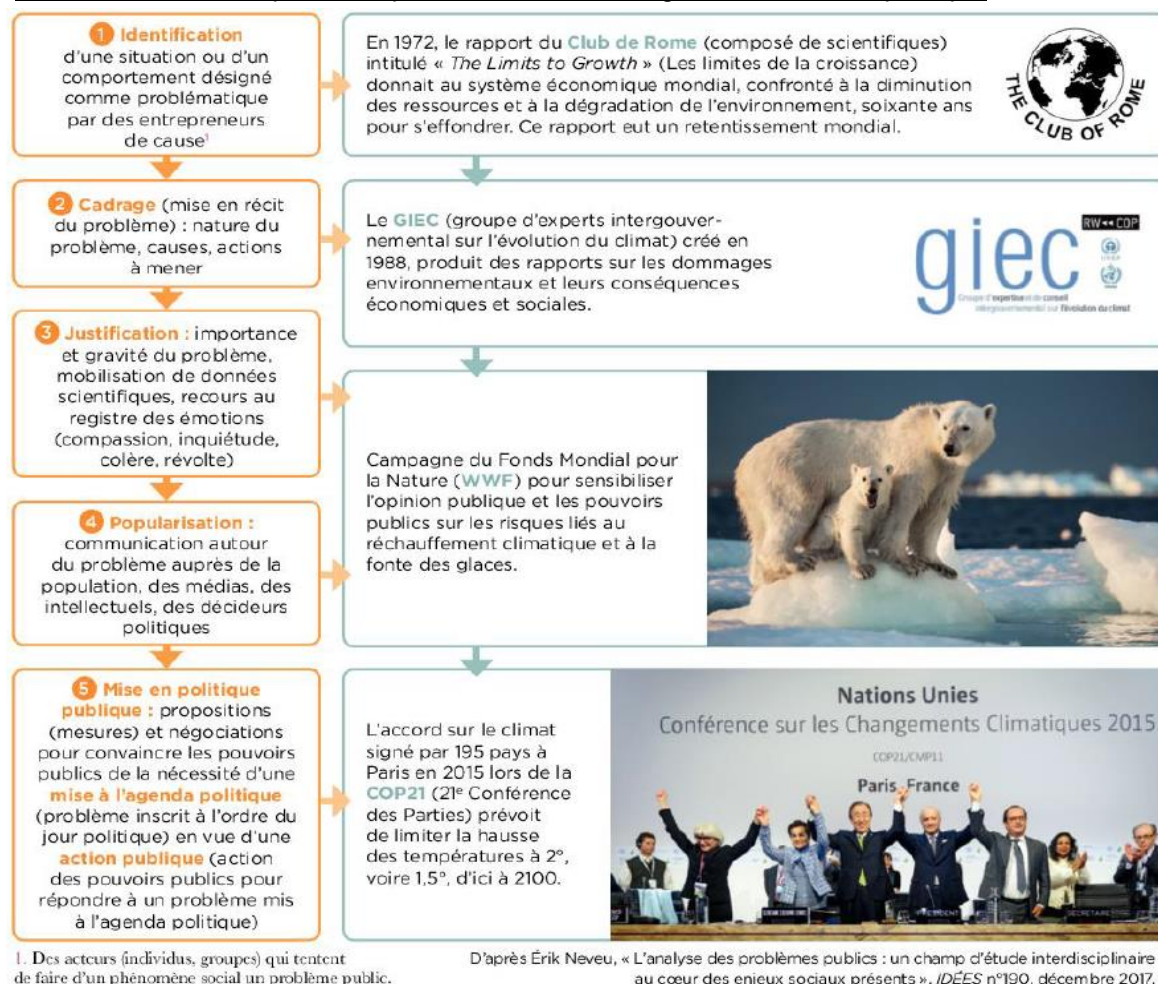


1. Par exemple, le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
Source : Réseau Action Climat, Kit pédagogique sur les changements climatiques, 2015.

Q1 Classer les acteurs mentionnés sur le schéma selon qu'ils appartiennent au secteur public ou au secteur privé.

- Public : négociateurs et gouvernants de chaque pays, collectivités territoriales, organisations intergouvernementales.
- Privé : associations de défense de l'environnement et d'aide au développement, représentants des groupements de femmes, d'agriculteurs, de jeunes, des populations autochtones, syndicats, entreprises.
- Mixte : chercheurs et experts, scientifiques.

3- De la construction du problème public à sa mise sur l'agenda et à l'action publique



Q1 Pourquoi la construction des questions environnementales comme problème public résulte-t-elle d'un long processus ?

Q2 Pourquoi l'étape de la popularisation est-elle fondamentale ?

S'entraîner p.323 - Autoévaluation et Etude d'un document.

Texte à trous repris ici pour l'Autoévaluation

L'émergence des questions environnementales en France et leur prise en compte par les peuvent être analysées comme résultant d'un processus de En effet, la pollution, le dérèglement climatique ou encore les atteintes à la biodiversité ne deviennent des que lorsque des acteurs leur confèrent une Ces derniers interagissent, que ce soit pour le grand public, pour tel aspect ou encore apporter une Ces actions conduisent à une de ces enjeux par les participants du et potentiellement par une

2) Coopération ou conflit entre les acteurs ?

→ Documents 1, 2, 3 et 4 p.324-325 Répondre aux questions proposées.

S'entraîner p.325 - Autoévaluation et Raisonnement.

B. Les différentes échelles de l'action publique pour l'environnement ?

1) Du local au mondial : comment articuler l'action publique

→ Documents 2 p.326 Répondre aux questions proposées.

a) Fixation de quotas de pêche dans la Manche	
b) Démantèlement d'une centrale nucléaire	
c) Installation d'une station d'épuration	
d) Mise en place d'une taxe carbone	
e) Sensibilisation des lycéens au développement durable	
f) Fixation des normes de construction	
g) Arrêté municipal réglementant les dépôts sauvages	

Certaines actions publiques en faveur de l'environnement peuvent avoir des limites quand elles s'effectuent uniquement à un niveau local ou national. En effet, l'action menée par les pouvoirs publics comme la mise en place d'une taxe carbone pour limiter les émissions de CO₂ questionne l'échelle pertinente. En France, la fiscalité relève de la souveraineté nationale ; néanmoins, dans le contexte de l'Union européenne, son efficacité dépend largement des politiques budgétaires et fiscales des pays membres. Si la taxe touche particulièrement les entreprises, elle pourrait avoir une incidence sur leur

stratégie de localisation. Certains pays pourraient faire du dumping fiscal, ce qui annihilerait l'effet d'une telle taxe à l'échelle mondiale. Autrement dit, les actions publiques pertinentes dépendent largement de l'étendue des causes et des conséquences des problèmes environnementaux.

4- Une action internationale éclatée

Les dynamiques à l'œuvre [...] dans la mondialisation des échanges commerciaux et dans le développement et l'urbanisation des pays émergents ont des conséquences massives [...] sur les émissions de gaz à effet de serre actuelles et sur leur évolution.

[...] De multiples décisions sont prises tous les jours par le G8, le G20 les agences internationales les investisseurs, etc. qui sont contraires aux exigences de cohérence des politiques climatiques. [...] Ainsi, le système du commerce international, codifié dans le GATT dès 1947 précisé dans les traités qui ont suivi, et institutionnalisé dans l'OMC en 1995, ne fait pas de différence entre activités polluantes et non polluantes et favorise de fait les premières (délocalisations pour des raisons de réglementations environnementales, pression à l'ajustement de ces règles "par le bas", transports qui produisent du CO₂ etc.).

Stefan C. Aykut, Amy Dahan, *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*, Presses de Sciences Po, 2015.

Q1 En quoi les négociations sur le commerce international et les politiques de développement relèvent-elles de la politique climatique ?

Q2 Pourquoi peut-on dire que l'action internationale pour l'environnement est « éclatée » ? Quels problèmes cela pose-t-il ?



S'entraîner p.327 - Autoévaluation et Mobilisation des connaissances.

Reprise du texte à trous de l'Autoévaluation (complétez avec les termes précisés dans le manuel)

Les actions en faveur de l'environnement menées par les s'articulent à différentes Si des choix de consommation ont un impact important, des réponses plus larges doivent aussi être apportées. En France, les (communes, départements et régions) disposent de nombreuses compétences en matière d'aménagement du territoire, d'infrastructures publiques et de protection des écosystèmes. Au niveau, l'État agit dans de nombreux domaines de manière Plus largement, l'..... et les traités internationaux engagent les pays dans une collaboration plus étroite en faveur de l'environnement, ceci dans un contexte de mondialisation et d'.....

2) Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux ?

→ Documents 1,2,3 et 4 p.328-329 Répondre aux questions proposées.



S'entraîner p.329 - Autoévaluation et Raisonnement

Reprise ici du texte à trous de l'Autoévaluation du manuel

L'environnement est considéré par les économistes comme un, c'est-à-dire un bien qui possède des caractéristiques spécifiques : et

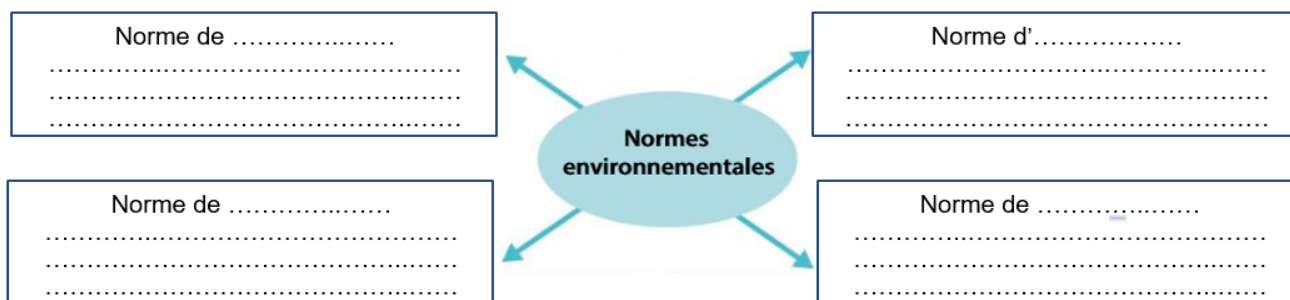
Les négociations internationales liées à sa préservation connaissent ainsi plusieurs difficultés : certains pays peuvent adopter un comportement de afin de bénéficier de l'action des autres, déjà engagés, sans en payer les Aussi, tous les pays ne semblent pas avoir la même responsabilité face au dérèglement climatique, il est donc nécessaire de tenir compte des

C. Les instruments des politiques climatiques

1) Quelle est l'efficacité des mesures réglementaires

→ Document 1 p.330 Répondre aux questions proposées.

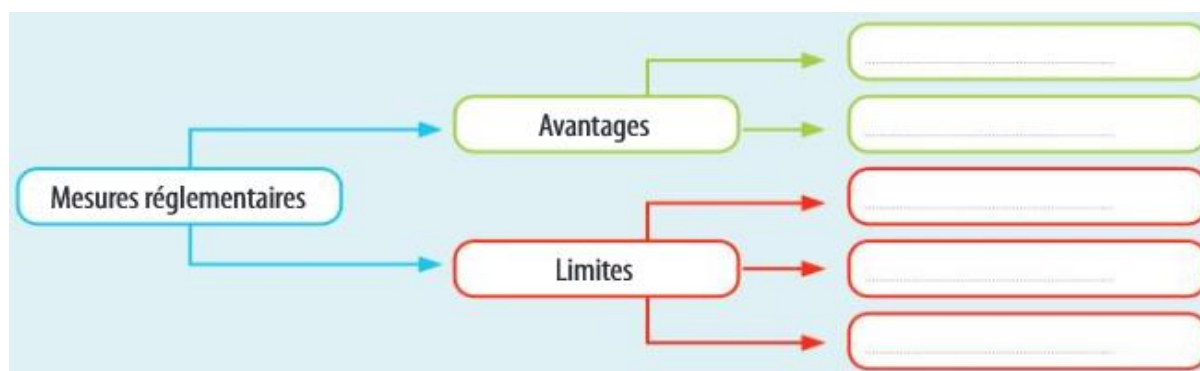
5- Les types de norme, réglementer pour modifier les comportements



Q1 Complétez le schéma ci-dessus

Q2 Proposez un exemple pour chaque type de norme dans la politique environnementale.

→ Documents 2 et 3 p.330 Répondre aux questions proposées.



Des exemples (document 3) :

	Avantages	Limites
« Couvre-feu thermique » (coupure des chauffages carbonés entre 22 h et 6 h)		
Obligation faite aux cantines scolaires de proposer un menu végétarien (ou proposer un menu non carné)		
Normes d'émissions de monoxyde de carbone pour les constructeurs automobiles européens		
Interdiction de vols intérieurs déjà desservis par le train		

→ Document 4 p.330 Répondre aux questions proposées.

 **S'entraîner** p.330 - Autoévaluation et Mobilisation de connaissances.

Reprise du texte à trous pour l'Autoévaluation

L'utilisation de mesures réglementaires peut les agents économiques. Ce type d'instrument a pour avantage d'être mis en place et de permettre aux de mettre fin à des dommages estimés trop importants. Cependant, dans la pratique, le contrôle de ces mesures se révèle et Aussi, l'application de certaines, par exemple celles appliquées aux constructeurs automobiles, peut conduire à un effet puisque les consommateurs bénéficient d'un bien plus économe en énergie qu'ils peuvent surutiliser, et donc augmenter *in fine* les émissions polluantes.

2) Quelle est l'efficacité des mesures incitatives ?



→ Vidéo - Document 1 p.332 Répondre aux questions proposées.

→ Document 2 p.332 Répondre aux questions proposées.

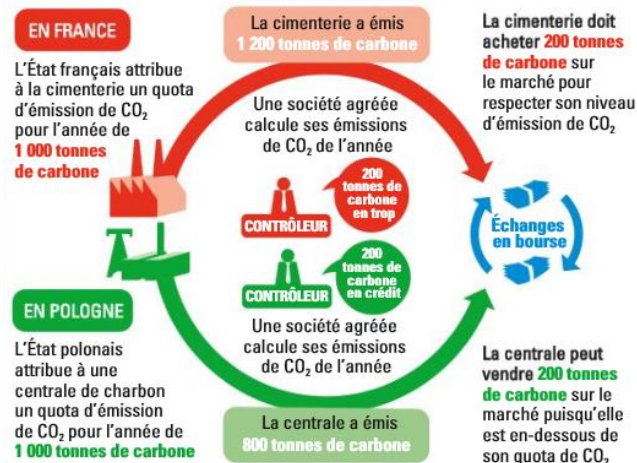


6- Vidéo : Finance carbone : arrêter la fièvre climatique :

<https://www.youtube.com/watch?v=HdtBnwp755U>

7- Le marché des quotas d'émission

Bourse de carbone : exemple avec deux entreprises



8- L'efficacité des quotas européens en question



D'après « L'état du marché carbone européen », Institute for Climate Economics, 2019
 7. Le prix de « switch » indique quel prix théorique doit avoir la tonne de CO₂ pour que produire de l'électricité avec du gaz (qui émet moins de CO₂) ou du charbon ait un coût équivalent. Si ce prix théorique (courbe bleue) est inférieur au prix effectif (courbe rouge), alors les entreprises ont intérêt à « switcher », donc à préférer le gaz au charbon.

Q1 Quels sont les acteurs en jeu dans le marché du carbone ?

Q2 Résumez le fonctionnement du marché du carbone. De quoi dépend le prix de la tonne sur ce marché ?

Q3 Pourquoi l'existence d'un prix du droit à polluer constitue une double incitation à réduire la pollution pour les entreprises ?

Q4 A partir de quelle date le marché carbone européen a-t-il été efficace ? Pourquoi ?

Q5 Quel est l'effet d'une baisse de la quantité de quotas attribués par les autorités européennes ?

2.222sQuotas, taxation : acceptabilité, prévisibilité et recettes fiscales

Eé222	Acceptabilité	Prévisibilité	Recettes fiscales
Taxation	- Distorsion : une taxe uniforme pèse davantage sur les ménages les plus - Distorsion de en l'absence de taxe dans les autres pays. - Difficulté à instaurer une taxe au niveau (problème de souveraineté).	- Stabilité du niveau de la taxe : signal-prix - Difficulté à définir le niveau optimal de la taxe : signal-prix trop peu incitatif si la taxe est trop, fruites de carbone (délocalisation) si la taxe est trop - Aucune garantie d'atteindre in plafond d'émissions.	Recettes fiscales qui peuvent être affectées à : - Des subventions à l'innovation verte ; - La compensation des distorsions : avantages fiscaux pour les les plus modestes, baisse du coût du travail pour les
Marché de quotas d'émission	- Bonne acceptabilité si les quotas sont mis à disposition - Allocation initiale des quotas	- Prix des quotas en fonction de l'..... et de la : signal-prix trop peu clair. du prix des quotas en cas de récession : signal-prix peu incitatif.	Recettes fiscales si les quotas sont vendus aux enchères par les pouvoirs publics (moindre acceptabilité en contrepartie).

Q1 Complétez le tableau.

Q2 Quel effet une récession a-t-elle sur le niveau des émissions polluantes ? Pourquoi le prix des quotas baisse-t-il ?

Q3 Pourquoi le signal-prix est-il peu incitatif en cas de taxe trop faible ou de baisse du prix des quotas ?

Q4 Pourquoi est-il plus facile de mettre en œuvre un marché des quotas plutôt qu'une taxe au niveau international ?

Q5 Pourquoi est-il souhaitable que les recettes fiscales obtenues par la taxation ou les quotas d'émission soient affectées au financement de l'innovation verte ?



	Avantages	Limites
Taxe		
Subvention		
Marché des quotas d'émissions		